

Nathalie HOFFMANN

LE DEPART DE MAHATHIR, L'AMORCE DE BOULEVERSEMENTS POLITIQUES EN MALAYSIA ?

Avec la perspective d'une transition à la primature en Malaysia à l'horizon de l'automne 2003, c'est un nouveau paysage politique qui se met en place dans la Fédération. Ce changement en cours de préparation s'avère déterminant à plusieurs titres. Il devrait tout d'abord mettre un terme à quelque vingt-deux années continues de pouvoir de Mohammad Mahathir, durée qui apparaît d'autant plus impressionnante qu'il se retrouve le plus ancien chef de l'exécutif en fonction en Asie du Sud-Est depuis la démission du président Suharto en Indonésie en mai 1998¹. Ce processus présente également la singularité d'être organisé du vivant du Premier-ministre, par lui et sans qu'il n'ait été mis dans une quelconque situation d'empêchement. Sa décision d'abandonner le pouvoir semble, en outre, avoir été prise par un homme qui, parvenu au faite de ses réalisations, aspire à prendre quelque repos après avoir exprimé une certaine amertume envers l'ingratitude et le manque de reconnaissance d'une partie de ses compatriotes².

Les conditions de l'annonce de son futur retrait de la vie politique sont intéressantes à rappeler. Lorsque le Premier-ministre fait part de ses intentions le 22 juin 2002, lors de la clôture du congrès annuel de son parti, l'U.M.N.O.³, la

¹ Si l'on excepte le cas particulier de Norodom Sihanouk au Cambodge.

² Le Premier-ministre avait en effet, dès 2001, dénoncé les intérêts égoïstes de certains membres de son Parti mais aussi exprimé des regrets sur l'inutilité des efforts qu'il avait entrepris (au travers notamment de la politique de "discrimination positive" visant à aider les Malais à se sortir de leurs conditions modestes) et qui n'avaient pas été pris en considération.

³ *United Malay National Organisation*, parti créé en 1946 par Datuk Onn bin Jaafar. L'objectif principal était alors de fédérer la composante malaise contre les projets britanniques de citoyenneté élargie à l'ensemble des groupes ethniques présents sur le

situation intérieure du pays connaît une amélioration notable tant du point de vue des relations interethniques que du point de vue économique⁴. Du point de vue politique par contre, la situation intérieure porte déjà les germes d'une nouvelle évolution. Le mouvement pro-*Reformasi*, qui avait été particulièrement actif pendant les années 1997 à 1999, connaît en effet un très net fléchissement, malgré la formulation régulière de critiques concernant les droits de l'Homme et certaines libertés fondamentales (telles que la liberté de la presse⁵), la démocratisation du régime et les débats que suscitent notamment le maintien en vigueur de textes tels que l'*Internal Security Act*⁶.

Quant à l'opposition (principalement les partis qui ont constitué la coalition rivale de la coalition au pouvoir⁷), elle apparaît de plus en plus désunie et affaiblie par des dissensions internes touchant autant à des questions de politique intérieure⁸ que de politique étrangère⁹. Le principal parti d'opposition, le Parti Islam Se-Malaysia (P.A.S.) traverse lui-même une difficile phase de transition suite au décès de son

territoire et d'obtenir l'indépendance. Le parti a par la suite rapidement mis en place une politique de rapprochement avec les partis chinois et indiens. Il est au pouvoir depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1957.

⁴ Après avoir en effet subi les effets de la crise financière de 1997, la Malaysia connaît rapidement une nette amélioration de sa situation économique qui doit cependant plus à l'amélioration de la conjoncture internationale qu'à une réelle consolidation de sa situation économique intérieure. On notait toutefois un nouveau ralentissement en 2001 avec, selon les sources disponibles, des taux de croissance oscillant entre 0,4 et 1,1 %. On peut toutefois se demander quelle sera la durée de cette stabilisation de la situation économique.

⁵ Au mois de janvier 2003 les bureaux du média *Malaysiakini*, considéré comme indépendant et assez critique envers les autorités, ont ainsi fait l'objet de perquisitions et d'une saisie de matériels. La situation globale des médias dans le pays a connu d'importantes fluctuations depuis l'indépendance. Il est intéressant de noter que le Premier-ministre lui-même avait eu recours à la publication de chroniques assez critiques sous pseudonyme dans les colonnes du journal *Straits Times* pour dénoncer nombre de problèmes qui affectaient la société malaisienne. La publication de son ouvrage *The Malay Dilemma* avait, par la suite, fait l'objet de censure.

⁶ Adopté en 1960 à l'issue de la période d'insurrection communiste qui avait touché le pays de 1948 à 1960, ce texte permet aux autorités de faire procéder à l'arrestation de toute personne susceptible de présenter un danger pour le pays.

⁷ Le *Barisan Alternatif* c'est-à-dire le "Front Alternatif", qui regroupe, lors de sa création : le P.A.S., le parti *Keadilan*, le *Democratic Action Party (D.A.P.)* et le *Malaysian People's Congress (P.R.M.)* par opposition au *Barisan Nasional* le "Front national" large coalition qui regroupe, outre l'U.M.N.O., au pouvoir depuis l'indépendance en 1957, plus d'une douzaine d'autres partis au rayonnement régional ou national.

⁸ Dont notamment la question de l'application de la *sharia* dans certains États.

⁹ Bien que le Premier-ministre ait manifesté à de nombreuses reprises son hostilité envers le déclenchement des opérations militaires américaines en Afghanistan puis en Irak, ses positions en ce qui concerne la lutte anti-terroriste (voir notamment, HOFFMANN, Nathalie, "Vers une relance de la coopération sécuritaire en Asie du Sud-Est", *Défense nationale*, août-septembre 2002, pp. 106-118) et le rapprochement effectué au cours de l'année 2002 avec Washington ont donné lieu à de nombreuses critiques.

dirigeant, Fadzil Noor, remplacé par le Vice-président du parti, Abdul Hadi Awang¹⁰.

La décision du Premier-ministre de se retirer de la vie politique correspond également à une période charnière dans le domaine des relations extérieures malaysiennes, qu'il s'agisse notamment des positions adoptées en matière de lutte anti-terroriste, de l'évolution des relations de la Malaysia avec les pays du monde musulman ou du rapprochement opéré avec les Etats-Unis¹¹. Le Premier-ministre semble donc bénéficier à l'été 2002 de facteurs globalement favorables pour préparer la transition à la tête de son parti et de l'État¹². Plusieurs questions se posent malgré tout. Le départ de Mahathir ne risque-t-il pas d'avoir des effets perturbateurs sur l'équilibre du pays ? Selon quelles lignes l'ensemble du paysage politique malaysien peut-il envisager de se restructurer dans la perspective du transfert de pouvoir entre le Premier-ministre et le numéro deux de son Parti, à un an de la date prévue pour l'organisation des onzièmes élections générales depuis l'indépendance en 1957 ? Des élections anticipées sont-elles à envisager comme le laissent entendre certaines rumeurs insistantes dans la presse locale ? Et comment le pays pourrait-il être amené à se comporter pendant cette période ? Telles sont quelques-unes des interrogations auxquelles nous allons tenter de répondre en prenant comme point de départ "l'affaire Anwar Ibrahim".

LE DECLENCHEMENT DU PROCESSUS DE TRANSITION (1998-2002)

1. Les fondements du changement du paysage politique malaysien

Un premier constat s'impose : la crise ouverte entre le Premier-ministre et son ancien dauphin, Anwar Ibrahim, a eu des effets importants sur la société politique malaysienne tant par la soudaineté de son apparition que par son ampleur. Se produisant après le déclenchement de la crise financière et les importants bouleversements régionaux qui en ont suivi¹³, la crise interne que connaît le pouvoir malaysien a en effet rapidement été prolongée par une vague de manifestations qui

¹⁰ Ce dernier, plus jeune, apparaît déjà comme le tenant d'une ligne beaucoup plus radicale.

¹¹ Où le Premier-ministre était d'ailleurs reçu en visite officielle au mois de mai 2002.

¹² Rappelons qu'est nommé Premier-ministre le dirigeant du Parti qui obtient la majorité lors des élections générales qui se déroulent tous les cinq ans.

¹³ Différents événements (la démission du président indonésien Suharto après plus de trente années de pouvoir, les troubles qui ont secoué le pays et largement affecté les Indonésiens d'origine chinoise, puis les incidents sur le campus de l'université Trisakti ou le déclenchement de campagnes de grande ampleur contre les KKN – acronyme pour *Korupsi, Kolusi, Nepotism*, corruption, collusion et népotisme – considérés par les manifestants comme les symboles des maux qui secouent la société indonésienne) affectent très largement la Malaysia voisine et nombre de commentateurs commencent à établir des parallèles entre les deux pays.

ont révélé les aspirations d'une large partie de la population à voir la société politique se transformer en profondeur. Les défilés et réunions qui se sont succédés dans le pays à l'automne 1998 ne constituent donc pas le point de départ du processus de transformation du paysage politique malaysien, mais en sont bel et bien l'une de ses dates marquantes.

Avec l'arrestation d'Anwar Ibrahim le 20 septembre 1998, la société malaysienne assiste, un peu comme dans le courant des années 1970, à l'émergence de toute une série de revendications. La différence essentielle par rapport à la période antérieure tient à ce que les problèmes économiques ne sont plus à l'origine de ces mouvements¹⁴. De nouvelles aspirations, parfois contradictoires, semblent en effet être à l'origine de ces manifestations : démocratisation profonde de la société et des règles de fonctionnement de la vie politique pour certains, changement de la société et meilleure adéquation des caractères malais et islamique chez d'autres. Le déclenchement de cette série de manifestations n'est pas sans effet puisque l'on assiste rapidement à l'apparition d'une sorte de "mai 1968" local. La comparaison n'est pas aussi hardie qu'il y paraît tant est grande l'implication d'une large part des jeunes dans les manifestations contre le pouvoir en place (symbolisé par dix-sept ans de fonctions suprêmes pour le Premier-ministre et quarante ans de domination de la scène politique par l'U.M.N.O.), alors que semble se creuser l'apparent fossé entre les dirigeants et une partie importante de la population particulièrement jeune¹⁵.

2. Le mouvement pro-*Reformasi* et ses limites

La situation politique intérieure de la Malaysia a en effet connu d'importantes mutations depuis l'arrivée de Mahathir à la tête du pays en juillet 1981. Ces évolutions, que le Premier-ministre a lui-même encouragées, ont toutefois donné lieu à davantage de contestation, à l'apparition de dissensions au sein même de l'U.M.N.O. ainsi qu'à une opposition croissante entre Mahathir et Anwar Ibrahim (que le Premier-ministre avait fait accéder au poste de numéro deux du Parti en 1993).

Dans un contexte intérieur tendu, l'appel d'Anwar à l'adoption de réformes et les nombreux commentaires faits sur les changements en cours en Indonésie en cette année 1998 aggravent le différend existant entre les deux hommes. Refusant de

¹⁴ La Malaysia avait en effet connu d'importantes manifestations pendant les années 1970 qui avaient en partie pour fondements la mauvaise situation économique du pays, situation tellement grave que des cas de disettes avaient été rapportés dans plusieurs États de la fédération.

¹⁵ Il est à ce titre intéressant d'avoir en tête que la Malaysia est un pays avec une population jeune extrêmement importante (les moins de quinze ans représentent 34 % de l'ensemble de la population, le taux de fécondité y est de 3,2 % ; le taux de natalité 25 ‰ ; le taux de mortalité infantile seulement de 8 ‰ ; le taux de mortalité de 4 ‰). D'ailleurs cette donnée n'avait pas échappé au pouvoir lors de l'organisation des dernières élections générales en novembre 1999 car ce dernier avait craint l'arrivée en masse de nouveaux électeurs globalement plus sensibles à l'image d'un Anwar Ibrahim qu'au pouvoir en place.

présenter sa démission, objet de plusieurs enquêtes de la part des autorités, exclu de l'U.M.N.O. puis arrêté après qu'il ait tenu meetings et entretiens contre le pouvoir, Anwar apparaît rapidement aux yeux d'une large partie de la population (mais aussi d'une part non négligeable de la communauté internationale) comme la victime d'une machination ourdie par le pouvoir et le symbole d'une alternative politique¹⁶. Ce sentiment participe au regain d'activité politique auquel on assiste alors en Malaysia, et notamment à l'apparition d'organisations non gouvernementales¹⁷ ou de nouveaux partis comme le Parti *Keadilan* (le parti de la justice, qui n'est pas constitué sur une base ethnique à la différence de la plupart des partis politiques malaysiens), à la tête duquel se trouve placée l'épouse d'Anwar Ibrahim, Wan Aziza Ismail.

Il est bientôt décidé de former une coalition d'opposition, le *Barisan Alternatif* (B.A., "front alternatif", le pendant du *Barisan Nasional*, B.N., la coalition gouvernementale). Cette nouvelle coalition apparaît rapidement très hétéroclite. Elle rassemble en effet quatre partis fort différents les uns des autres : le P.A.S., le Democratic Action Party (D.A.P.)¹⁸, le parti *Keadilan* et le *Parti Rakyat Malaysia* (P.R.M., Parti populaire de Malaysia)¹⁹, que peu de choses unissent si ce n'est leur commune opposition au pouvoir. De nombreux problèmes ne manquent donc pas de se faire jour. Ces partis ont en effet des objectifs et des programmes très dissemblables. De plus, des problèmes relationnels surviennent entre les différentes composantes de la coalition et le choix des têtes de liste selon les circonscriptions n'est pas sans donner lieu à des débats houleux. Il en découle d'importantes incertitudes quant aux choix susceptibles d'être faits par les électeurs selon les têtes de liste. D'une manière générale l'élargissement de la scène politique et les nouvelles compositions d'alliance ajoutent à la complexité de la situation intérieure.

¹⁶ Voir HOFFMANN, Nathalie, "Malaisie : vingt-deux ans de régime Mahathir. Esquisse de bilan d'un dirigeant hors du commun", *Relations internationales et stratégiques* n° 49, printemps 2003, pp. 58-68.

¹⁷ Telles que par exemple la *Gagasan Demokrasi Rakyat* (coalition pour une démocratie populaire) regroupant quatre partis d'opposition et quatorze O.N.G. sous la direction de l'O.N.G. *Suara Rakyat Malaysia (SUARAM)*, la voix du peuple malaisien) ou le *Majlis Gerakan Keadilan Rakyat Malaysia* (Conseil du mouvement de la justice du peuple malaisien) regroupant plusieurs O.N.G. et partis sous l'égide du P.A.S.

¹⁸ Le D.A.P. a été créé après la séparation de la Malaisie et de Singapour en 1965. L'essentiel de ses membres est d'origine chinoise bien qu'il se défende de mener une politique basée uniquement sur la préservation des intérêts des Malaisiens d'origine chinoise. Il fait d'ailleurs preuve d'un grand activisme dans le domaine des libertés et des droits de l'Homme ce qui a valu à plusieurs de ses membres et de sa direction, dont Lim Kit-Siang, d'être poursuivis par les autorités.

¹⁹ Anciennement *Parti Socialis Rakyat Malaysia* (Parti socialiste populaire de Malaysia), le P.R.M. a conservé ses orientations politiques marquées jusque vers la fin des années 1980. Son passé politique a suscité de profonds remous parmi des responsables du *Keadilan* et de l'A.B.I.M. avant le rapprochement entre les deux partis. Voir notamment "Keadilan and Parti Rakyat Agree to Merge", *New Straits Times* du 22 mars 2000 et "A.B.I.M. Faction in Keadilan Against Merger With P.R.M.", *New Straits Times* du 30 novembre 2001.

Une société civile et politique malaysienne à la recherche d'une nouvelle identité ?

L'un des principaux effets de l'apparition de ce mouvement pro-*Reformasi* et de ces nouveaux partis est de créer une fracture au sein de la société malaysienne, mais surtout au sein du groupe ethnique malais. Le phénomène n'est pas en lui-même exceptionnel puisqu'il y avait déjà eu scission du mouvement malais en au moins deux étapes principales : lors de la création du P.A.S. tout d'abord²⁰ puis lors de la création du parti *Semangat'46*²¹. A partir de 1998-1999 toutefois, le partage de la société s'effectue cette fois non plus sur la base d'une opposition ethnique ou religieuse mais plutôt sur les moyens de parvenir à une "démocratisation". La difficulté tient à ce que cette démocratisation du régime ne doit pas pour autant aliéner les acquis politiques et plonger la société vers une inconnue radicale, au risque de mettre en jeu la stabilité du pays.

La division du groupe malais, peu de temps avant la tenue des dixièmes élections générales, traduit donc un véritable malaise. Nombre de Malaysiens, quelle que soit leur origine ethnique, aspirent en effet à de profondes transformations de la classe politique. Certains, notamment dans les classes d'âge les plus jeunes, espèrent que la création de partis comme le *Keadilan* signifiera ouverture et prise en compte de leurs aspirations à davantage de libertés. Beaucoup souhaiteraient avoir la possibilité, en votant pour la coalition d'opposition, d'exprimer un vote de refus mais un grand nombre d'entre eux (et pas seulement au sein des groupes minoritaires chinois et indiens), hésitent à reporter leurs voix sur une opposition emmenée par un parti comme le P.A.S. qui affiche toujours son refus catégorique d'une Malaysia séculière (en dépit toutefois d'une quasi absence de débats sur des thèmes à forte connotation religieuse pendant la période de campagne).

²⁰ La création du P.A.S. résulte d'une scission interne de l'U.M.N.O., les tenants d'une ligne religieuse plus marquée, opposée à toute vision séculaire de la Malaisie, décidant de créer un parti distinct ce qui fut fait en 1955. Si l'on excepte une brève période de participation du P.A.S. au sein de la coalition gouvernementale, le P.A.S. est considéré comme le principal parti d'opposition malais à l'U.M.N.O. Il a cependant lui-même connu d'importantes dissensions internes qui ont abouti à la création de plusieurs autres partis musulmans malais dans les années 1970 principalement.

²¹ La décision de créer le parti *Semangat'46* est prise en 1988. Elle découle à la fois de dissensions croissantes à l'intérieur de l'U.M.N.O. et de rebondissements judiciaires causés par le défaut d'enregistrement de certaines branches locales du parti. A la tête du nouveau parti, l'un des cinq principaux membres de l'U.M.N.O. devenu l'un des principaux adversaires du Premier-ministre, Tengku Razaleigh Hamzah. Le *Semangat'46* a rapidement conclu une alliance avec le P.A.S. contre l'U.M.N.O. ainsi, en 1990, qu'avec d'autres petits partis malais, le *Barisan Jama'ah Islamiah Se-Malaysia (Berjasa)*, le *Parti Hisbul Muslimin Malaysia, (Hamim)* puis le parti indien musulman, *Kongres India Muslim Malaysia (KIMMA)*. Le *Semangat'46* ne réalise pourtant que des scores assez peu élevés et connaît des frictions incessantes avec le P.A.S.. Le parti est finalement dissout à la fin de l'année 1996 et Razaleigh réintégré au sein de l'U.M.N.O.

Dès lors, pour avoir été importants, les effets du mouvement pro-*Reformasi* semblent avoir été relativement éphémères, du moins en apparence. On assiste, en effet, dès la fin de l'année, à une certaine retombée des manifestations. Elle tient à la fois à la politique menée par les autorités pour endiguer le mouvement, à la faiblesse interne de l'opposition constituée en une coalition des plus fragiles, et aux circonstances : radicalisation de certains groupes religieux en Malaysia et dans les pays voisins²², déclenchement de la campagne américaine de lutte contre le terrorisme, réactions des autorités, disparition du dirigeant du P.A.S. La question de la pérennité réelle des effets de la crise ouverte en 1998, et de leur traitement par les autorités, se pose néanmoins avec une acuité d'autant plus grande que les deux principaux partis adverses, U.M.N.O. et P.A.S., connaissent des changements à leur tête et qu'il leur faudra prendre en compte les aspirations d'une société civile particulièrement jeune et confrontée à de nombreux problèmes (tels que l'insertion professionnelle) et tiraillements (identitaires notamment). Dans ce contexte, une question reste ouverte : comment les différents acteurs institutionnels vont-ils adapter leur jeu ?

2. LA MALAYSIA A UN TOURNANT (2003-2004)

1. Une situation préélectorale pesante

La situation politique intérieure de la Malaysia depuis l'annonce de la démission prochaine de Mahathir est à rapprocher de celle qui avait précédé la tenue des dernières élections générales, fin novembre 1999. A l'image de la préparation du précédent scrutin, il est assez vraisemblable que la situation préélectorale s'étende sur une période pouvant aller jusqu'à plus de douze mois. Il pourrait donc en résulter, comme lors de la précédente campagne, des tensions voire un essoufflement de la grande majorité des acteurs ainsi qu'un appauvrissement du débat politique. À la différence des dixièmes élections générales cependant, la recomposition du jeu politique est plus ouverte. La transition à la tête du pays est en effet en cours malgré la quasi certitude de voir l'actuel numéro deux de l'U.M.N.O., successeur désigné du Premier-ministre, prendre effectivement la direction du pays. Les jeux, en effet, ne sont pas complètement fermés et plusieurs questions fondamentales se posent actuellement. Parmi elles, la position et l'assise du futur dirigeant de l'U.M.N.O., la pérennité du parti à la tête du pays mais aussi l'évolution de l'ensemble de la classe politique et de la société malaysienne.

Le Premier-ministre a pris le soin d'investir lui-même celui qui lui succédera à son départ en octobre 2003. Il a, à plusieurs reprises, insisté sur la confiance qu'il avait dans les capacités de son nouveau dauphin, Abdullah bin Hj. Ahmad Badawi, à assumer ces fonctions. Il a également insisté à de nombreuses reprises sur le

²² Voir HOFFMANN, N., "La radicalisation de l'islam : un facteur de déstabilisation en Asie du Sud-Est ?", *Politique étrangère*, 1/2002, pp. 115-133.

caractère indispensable d'une cohésion parfaite à l'intérieur du parti à la fois pour que la transition s'effectue sans heurts et pour que l'U.M.N.O. conserve la position qui est la sienne à la tête du pays depuis son indépendance en 1957. Cette insistance traduit le fait que cette transition n'irait pas de soi aux yeux de beaucoup²³. A la différence du Premier-ministre sortant en effet, Abdullah Badawi n'apparaît pas comme un tribun, prompt à s'enflammer. Il offre plutôt l'image rassurante d'un homme intègre et très posé qui lui valent les qualificatifs presque affectueux de "Monsieur Propre", "Monsieur Chic Type" et "Pak Lah"²⁴. Sa soixantaine d'années le place dans la catégorie des hommes politiques bénéficiant d'une solide expérience, résultat également d'un parcours personnel semé de quelques erreurs politiques²⁵. Il n'a par contre que quatorze ans de moins que le Premier-ministre, situation qui ne le place pas a priori, à tout le moins auprès de la plus jeune génération, dans la meilleure position pour comprendre ses aspirations (à la différence d'un Anwar Ibrahim âgé d'une quarantaine d'années seulement lorsqu'il était à la tête du mouvement pro-*Reformasi*)... Abdullah Badawi bénéficie malgré tout d'un certain nombre d'atouts, dont le fait d'être issu d'une famille respectée et d'être doté d'un certain nombre de qualifications (dans le domaine religieux notamment), qui en font une personnalité très estimable. De ce point de vue, au moins pourrait-on le penser, le P.A.S. ne devrait pouvoir y trouver à redire. Il y a pourtant fort à craindre que le mouvement ne renonce pas à la politique de surenchères permanentes dans laquelle il est entré avec les autorités²⁶ et ce, alors même que plusieurs de ses membres sont de plus en plus critiqués sur la mise en œuvre de toute une série de dispositions dans le domaine religieux²⁷.

Il demeure, pour l'heure, encore un peu difficile de faire ressortir les appuis politiques dont le futur chef de l'U.M.N.O. devrait bénéficier, car la dégradation des relations à laquelle on assiste entre les différents partis semble trouver un écho à

²³ WONG, Douglas, "Challenge for man succeeding Malaysia's charismatic leader", *Financial Times* 27/6/2002 et Baradan KUPPUSAMY, "'Rambling' Pak Lah makes low profile an asset", *South China Morning Post*, 26/6/2002.

²⁴ "Pak" ou *Bapak*, père, papa ; "Lah" est l'abréviation d'Abdullah.

²⁵ Il a effectivement commis l'erreur à la fin des années 1980 de choisir le camp de Tunku Razaleigh contre le Premier-ministre, mais sans rallier le parti Semangat'46 que ce dernier avait formé. Son erreur lui avait cependant valu sa place au sein de l'U.M.N.O. qu'il a réintégré toutefois dans le courant des années 1990, reprenant par la suite sa place dans la hiérarchie du parti en occupant notamment le poste de ministre des Affaires étrangères après avoir précédemment occupé ceux de l'Education et de la Défense.

²⁶ Voir à ce propos les travaux particulièrement éclairants de Farish Noor.

²⁷ Certains s'interrogent sur le fait qu'il n'a toujours pas fait adopter certaines mesures allant dans le sens d'une islamisation plus radicale comme il s'y était pourtant engagé. D'autres par contre se montrent de plus en plus critiques envers le P.A.S. suite à l'apparition de différents scandales (tels que le détournement d'argent par des membres du Parti au profit de proches ou l'admission de candidats ne répondant pas aux exigences de qualification dans certaines formations religieuses).

l'intérieur même de l'U.M.N.O.²⁸. On peut cependant penser que, tant que l'actuel Premier-ministre sera à son poste, ce dernier fera tout son possible pour éviter qu'un fractionnement du parti ne se produise et ne mette en péril son unité comme cela avait été le cas dans les années 1980. La cohésion est d'autant plus importante qu'il est indispensable que l'U.M.N.O. regagne une partie du terrain perdu lors des dernières élections générales (tant en raison des rebondissements de l'Affaire Anwar, que de l'importance alors du mouvement pro-*Reformasi* auquel était d'ailleurs associé le P.A.S.²⁹). Ceci est d'autant plus crucial que l'on assiste d'ores et déjà à une dégradation des relations entre les différents partis politiques. Cette situation n'est pas sans conséquences sur un débat qui semble se focaliser à titre principal sur des questions religieuses³⁰ au détriment de toutes autres. Elle pourrait avoir, le moment venu, de fortes répercussions sur les positions d'un électorat rendu perplexe par les unions et retournements d'alliances et sur la non prise en compte de ses réelles aspirations.

2. Des échéances déterminantes et des orientations politiques très dissemblables gages de résultats différents

Il semble bien que le mouvement pro-*Reformasi* n'ait plus l'envergure qu'il a eu entre 1998 et 1999 et que l'effet catalyseur des vagues de manifestations soit retombé. Cette situation résulte vraisemblablement autant des actions menées par les autorités pour lutter contre ce phénomène que du caractère peut-être velléitaire voire opportuniste de certains acteurs du mouvement auxquels s'ajoutent les crises internes qu'ont traversé certains partis comme le *Keadilan*³¹. La politique menée par

²⁸ Il est ainsi caractéristique de voir que différentes personnalités en vue, ayant accédé à des postes clés au sein de l'U.M.N.O., semblent faire l'objet depuis déjà plusieurs mois de campagnes de dénigrement lancées par d'autres membres du Parti...

²⁹ Ce qui, associé à une quasi absence de débat sur les thèmes religieux, expliquerait également, selon John Funston, l'importance des votes en sa faveur (voir tout particulièrement, FUNSTON, John, "Election Fervour: Political Contest in Thailand and Malaysia", *Trends in Southeast Asia* n°9, septembre 2000, ISEAS.

³⁰ Comme, par exemple, le fait de savoir si la Malaysia est, ou pas, un État islamique. Le débat qui oppose le P.A.S. et l'U.M.N.O. est en effet repris par d'autres partis d'opposition tels que le D.A.P.. Ce dernier, qui s'était allié au P.A.S., au *Parti Keadilan* ainsi qu'au *Parti Rakyat Malaysia* jusqu'à sa défection en septembre 2001 (en raison particulièrement de la volonté du P.A.S. d'imposer le *hudud* [droit islamique] dans l'État du Terengganu) a lancé la campagne "No to 929" dans laquelle il dénonce une déclaration du Premier-ministre (faite le 29 septembre) selon laquelle la Malaisie était déjà un État islamique (à preuve, disait Mahathir, la place de l'islam dans la Constitution, son application en droit de la famille etc.) mais en passant sous silence les divergences de vues fondamentales qui opposent le P.A.S. et l'U.M.N.O. dans le domaine de la religion. Ce faisant, il se démarque du P.A.S. et trouve également le moyen de critiquer à la fois l'U.M.N.O. et les partis chinois membres du *Barisan Nasional* (Front national) qui avalisent la politique gouvernementale.

³¹ Voir par exemple, "Three-Year Old Keadilan Facing Leadership Crisis", *New Straits Times* 18/10/2001 et Zubaidah Abu Bakar, "Dilemma of Keadilan", *New Sunday Times* 18/10/ 2001.

les autorités pour l'endiguer a, sans conteste, donné des résultats probants. L'utilisation de l'arsenal juridique dont elles disposent pour contrôler tout élément discordant a donné à plusieurs reprises des manifestations concrètes de son efficacité, et nombre de personnalités clés ou membres de différentes organisations non gouvernementales, associations ou partis, ont pu en connaître l'application³².

Mahathir a également aussitôt fait le nécessaire pour consolider son pouvoir en introduisant notamment toute une série d'amendements dans la constitution de son parti, en annonçant le report des élections du Conseil suprême de l'U.M.N.O. (bloquant ainsi les perspectives d'accès à des postes clés d'éventuels partisans d'Anwar dans la hiérarchie) et en nommant deux de ses fidèles, Abdullah Badawi et Daim Zainuddin, aux postes stratégiques de l'Intérieur et des Finances. Reporter sur les autorités, et elles seules, la responsabilité de l'enlèvement du mouvement pro-*Reformasi* ne serait donc pas honnête. Outre la menace de procéder à des arrestations à laquelle le pouvoir a effectivement eu recours, et la reprise en main de l'U.M.N.O., c'est aussi la faiblesse interne de l'opposition, constituée en une coalition des plus hétéroclites, qui est à l'origine de cette sorte de débâcle. Le problème tient en effet à ce que les partis d'opposition ne sont pas parvenus à capitaliser les effets positifs de la mobilisation en faveur des réformes voire même de l'arrestation d'Anwar.

Les aspirations d'une partie de la population en faveur d'une transformation de la société malaysienne n'ont toutefois pas entièrement disparu et il est alors étonnant de constater la relative discrétion de leur manifestation. Quelle place la jeunesse malaysienne (qui représente pratiquement la moitié du pays) peut-elle, dans ces conditions, espérer occuper dans les programmes des différents partis ? La classe politique apparaît-elle crédible aux yeux de l'électorat et l'opposition aura-t-elle retenu les leçons des précédentes élections ? Va-t-on assister à une réelle diversification de la classe politique malaysienne et autour de quels thèmes les différents partis vont-ils le plus se mobiliser ? La situation actuelle ne peut que pousser à des réponses prudentes.

Plusieurs éléments fournissent, en effet, des éléments de réponse plutôt négatifs. Le premier d'entre eux tient dans la relance des débats sur le caractère islamique de la Malaysia et la multiplication des scandales dans lesquels le P.A.S. serait impliqué. Ces facteurs semblent être de nature à ternir l'image que ce parti avait tenté de promouvoir lors des dernières élections. D'une manière plus générale, le retour à des débats beaucoup plus axés sur les leitmotivs des différents partis plutôt que sur des réformes en profondeur de la société pourrait se traduire par un retour au *statu quo*

³² Par le biais d'arrestations par exemple, l'interdiction de la tenue de réunions politiques (les *ceramah* du P.A.S. en particulier) ou une censure accrue à l'encontre de différents médias. Les autorités avaient fait procéder à des arrestations dans les milieux proches d'Anwar bien avant l'interpellation de ce dernier. Après sa mise sous les verrous, seize personnalités proches de lui connurent le même sort. D'autres arrestations eurent lieu pendant l'automne jusqu'au déclin des manifestations dans les rues. Plus efficace sans doute que les arrestations elles-mêmes, il semble que ce soit le possible déclenchement d'opérations de police de grande envergure qui ait le plus pesé.

ante avec, pour conséquence, de faire rétroactivement des élections de 1999 une sorte de "hoquet politique". Les principales victimes d'un tel scénario pourraient être les partis d'opposition liés au mouvement pro-*Reformasi*. L'électorat malaysien, déçu, pourrait en effet décider de s'en détourner pour choisir de voter de nouveau selon les lignes ethniques traditionnelles³³.

On assiste pourtant à une mutation du système politique avec notamment la création de nouveaux mouvements (à l'instar du *Sarawak Progressive Party* par exemple). Cette situation ne risque-t-elle pas pourtant de créer des risques supplémentaires de confusion pour les électeurs ? La multiplication des partis régionalistes et nationaux ainsi que la forte homonymie de certains d'entre eux (un peu à l'image de l'Indonésie lors des élections présidentielles qui avaient suivi la démission du président Suharto) sont en effet le plus souvent source d'embarras parmi les électeurs et d'éparpillement des votes. Les partis les mieux placés à l'issue des scrutins sont alors obligés d'entrer dans des logiques de coalition pour disposer d'une majorité suffisante.

Les recompositions politiques (le *Keadilan* et le *P.R.M.* ont annoncé à l'automne 2002 leur prochaine fusion en mai 2003³⁴) n'ont pas pour résultat de simplifier pour autant la scène politique puisqu'elles peuvent encourager (comme dans le cas du *Barisan Alternatif*) des accommodements. Ces stratégies se font-elles alors au bénéfice de l'électorat ou ne risquent-elles pas de l'éloigner un peu plus des partis et de ceux qui sont censés le représenter à un niveau régional comme fédéral ? Telles seront quelques-unes des réponses qu'amèneront les mois à venir.

3. QUELQUES PERSPECTIVES

On peut dans ce contexte comprendre l'importance que peut avoir la rumeur d'élections anticipées. Certains parmi l'opposition, le P.A.S. notamment³⁵ mais aussi quelques personnalités de l'U.M.N.O.³⁶, clament que les autorités malaysiennes pourraient être tentées d'organiser les onzièmes élections générales d'ici la fin de l'année 2003. L'U.M.N.O. pourrait ainsi, pensent-ils, chercher à tirer avantage à la fois de l'inquiétude générée par la démission du Premier-ministre et de la campagne orchestrée contre les mouvements religieux à la suite des événements du 11 septembre. Pour d'autres analystes cependant, l'organisation de ces élections n'est pas encore à l'ordre du jour et ce, tant pour des raisons purement internes à l'U.M.N.O. que pour des motifs propres à l'administration³⁷.

³³ Nous ne disposons pas à ce propos de données précises sur l'abstention ni sur le vote blanc.

³⁴ La fusion des deux partis donnerait alors naissance au *Parti Keadilan Rakyat* (PKR).

³⁵ S. JAYASANKARA, "Lost ground. The rise of the Islamic opposition may have been stunted by world events and messy politics", *FEER* 21/3/2002.

³⁶ A.F.P. du 24 juin 2002.

³⁷ Brendan PEREIRA, "Opposition Talk of Early Polls id Off the Mark", *Straits Times* 28/3/2003.

Le Parti a tout d'abord repoussé d'un an la tenue de ses élections internes organisées normalement sur une base triennale. Ces dernières pourraient donc avoir lieu vers l'été 2004, ce qui laisserait le temps de procéder à l'enregistrement de plusieurs centaines de milliers de nouveaux électeurs mais aussi d'élargir la Branche des Jeunes de l'U.M.N.O. Leur report permettrait, en outre, vraisemblablement d'affermir la position du successeur de Mahathir. Il est en effet de mise de ne pas désavouer le choix du Président et du vice-président du Parti, ce qui revient pratiquement à faire de l'attribution de ces deux postes une formalité. Il apparaît donc, sauf imprévu, difficile de voir la nomination de Badawi remise en cause.

La désignation du numéro deux du Parti présente donc une grande importance ce qui explique les prises de position de l'actuel Premier-ministre. Les opposants les plus en vue à la mise en œuvre de cette procédure de désignation (Musa Hitam, Ghafar Baba et Tengku Razaleigh) ne figurent cependant pas dans les postes les mieux placés. Les futures élections générales se cantonneront-elles à légitimer l'attribution de pouvoirs malgré des indices de contestation interne de plus en plus grande au sein de l'U.M.N.O. ? Enfin, le calendrier ne se prête pas non plus facilement à l'organisation d'élections anticipées en raison de la tenue de conférences déterminantes en Malaysia (Sommet des non-alignés en février 2003, sommet de l'Organisation de la conférence islamique en octobre 2003), des congés du Premier-ministre au printemps et de l'adoption de toute une série de réformes dans les domaines scolaire, politique ou militaire.

Dans ces conditions, la question des modalités d'une démocratisation du régime se pose une nouvelle fois. Plus cependant que l'hypothèse d'une évolution par la multiplication des factions et l'apparition de voix différentes au sein des grands partis³⁸, ce processus semble être tributaire des évolutions de l'ensemble de la classe politique et de la capacité de la société civile malaysienne à se mobiliser (même si la forte concentration des ressources financières dans les mains de la coalition au pouvoir ainsi que le fort degré de contrôle qu'elle exerce sur les média donnent un avantage considérable au *Barisan Nasional* face à ses adversaires). Les dernières élections ont démontré une certaine érosion du pouvoir de l'U.M.N.O. Ses dirigeants ne s'y sont pas trompés. Ils ont d'ailleurs rapidement appelé à une recapitalisation des valeurs traditionnelles (caractère malais, importance de l'islam notamment) qui constituent la base de sa légitimité en tant que parti mais aussi chef du *Barisan Nasional* et responsable du pays. Le Premier-ministre a également appelé à un rajeunissement des cadres du Parti³⁹ de même qu'au maintien d'une politique séculière et tolérante⁴⁰ pour un pays multiethnique où le spectre de tensions intercommunautaires continue de planer.

³⁸ Voir HWANG In-Won, "Authoritarianism and U.M.N.O.'s Factional Conflicts", *Journal of Contemporary Asia*, janvier 2002.

³⁹ Norbakti Alias & Wan Jailani Razak, "Malaysian Prime Minister says new generation needed for successful party", *Berita Harian*, repris par BBC/SWB, 6/4/2002.

⁴⁰ Mahathir bin Mohamad, "The Real Islam Is Not About Extremist Politics" in : *IHT* du 8 février 2002.

La place qu'occupera l'islam dans l'ensemble des débats, et surtout la crainte de sa radicalisation⁴¹, seront l'un des principaux points de la campagne. La possibilité de voir le P.A.S. évoluer vers une position beaucoup plus modérée (possibilité évoquée à la fin de la décennie 1990 par plusieurs commentateurs de la vie politique malaysienne) semble pour le moment être battue en brèche, mais l'exemple des dernières élections en Turquie pourrait peut-être raviver cette option. C'est en tout cas l'une des principales inconnues de l'équation politique malaysienne. Une autre inconnue, et de taille, tient à la personne de Badawi. S'il est perçu comme un continuateur fidèle de la politique de Mahathir, ses intentions une fois au pouvoir soulèvent déjà beaucoup d'interrogations. Certains lui prêtent le souhait de ne rester que le temps d'un mandat, d'autres n'excluent pas qu'il décide de rester davantage, mais avec quelles conséquences sur l'évolution du Parti et du pouvoir ? L'une des constantes par contre est la position d'arbitre que ne manqueront pas d'avoir les composantes ethniques minoritaires, très courtisées par l'ensemble de la classe politique malaysienne (y compris par le P.A.S.). Mais le contexte international pourrait, lui aussi, avoir quelques répercussions sur la situation politique intérieure. Les différents développements de la lutte anti-terroriste ainsi que le déclenchement des opérations contre l'Irak pourraient, à ce titre, influencer de manière déterminante sur quelques-uns des choix de l'électorat malaysien...

⁴¹ S. JAYASANKARAN, "A Plan to End Extremism", *FEER* du 26/12/2002, 2/1/2003.